

Déclaration de la société civile concernant la crise alimentaire mondiale

Ne répétons pas les échecs habituels

La responsabilité de la crise incombe aux échecs historiques et systémiques des gouvernements et des institutions internationales.

Les gouvernements nationaux qui se réuniront à Rome à l'occasion du Sommet de la FAO sur la crise alimentaire doivent commencer par assumer leurs responsabilités en ce qui concerne la crise actuelle.

Lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, alors qu'on estimait à 830 millions les personnes souffrant de la faim dans le monde, les gouvernements se sont engagés à réduire ce chiffre de moitié d'ici 2015. D'aucuns prédisent actuellement que ce nombre va au contraire s'accroître de 50%, atteignant 1,2 milliard, alors que planent les menaces du chaos climatique et des pressions sur les terres exercées par la production d'agrocarburants.

Alors que les ressources des producteurs et des pêcheurs s'amenuisent et que les prix de l'alimentation et des carburants s'envolent, de nouvelles politiques, pratiques et structures s'imposent afin de résoudre la crise alimentaire actuelle et d'empêcher d'autres tragédies plus graves encore. Les gouvernements, y compris ceux du Sud, ainsi que les organisations intergouvernementales, doivent à présent reconnaître le rôle qu'ils ont joué dans la mise en œuvre des décisions qui ont miné la productivité agricole et détruit la sécurité alimentaire nationale. C'est en raison de ces échecs que les populations ont perdu confiance en leurs dirigeants. Elles ne croient plus que les gouvernements peuvent réellement résoudre la crise alimentaire actuelle ; qu'ils peuvent garantir aux populations l'accès à une alimentation suffisante et aux moyens de subsistance; ainsi que relever les défis que posent les changements climatiques.

La crise trouve aujourd'hui ses fondements dans la crise alimentaire des années 70, lorsque certains gouvernements opportunistes de l'OCDE, menant des politiques néolibérales, ont démantelé l'architecture institutionnelle internationale de l'alimentation et l'agriculture. Cette crise alimentaire est le résultat du refus tenace des gouvernements et des organisations intergouvernementales de respecter, protéger et mettre en œuvre le Droit à l'Alimentation et de la totale impunité des violations systématiques de ce droit. Les dirigeants ont adopté des stratégies politiques à court terme négligeant l'alimentation et l'agriculture, ce qui a mené à la crise alimentaire actuelle.

Cela a eu pour conséquence que les agences et les programmes des Nations Unies et d'autres institutions internationales, dominées par un petit groupe d'importants pays donateurs, sont mal gouvernés, souvent inefficaces, qu'ils fonctionnent sur un mode compétitif et non coopératif et qu'ils se révèlent incapables de remplir leurs mandats (contradictoires). Les mesures d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale et le FMI, l'Accord de l'OMC sur l'agriculture ainsi que le paradigme du libre-échange ont miné les économies locales et nationales, érodé l'environnement et endommagé les systèmes alimentaires locaux, menant à la crise alimentaire que l'on connaît actuellement. Cette situation a facilité le développement d'oligopoles d'entreprises et une concentration considérable d'entreprises tout le long de la chaîne alimentaire ainsi que la spéculation financière déloyale et l'aventurisme du marché financier. Cela a en outre donné la

possibilité aux institutions financières internationales et aux programmes d'aide internationale de dévaster les modes de production alimentaire durables et les emplois.

En tant que mouvements sociaux et autres organisations de la société civile, nous travaillons de manière solidaire afin de déterminer une nouvelle approche du système alimentaire mondial. Nous développons le plan d'action mondial ci-dessous pour l'alimentation et l'agriculture et nous avons l'intention d'en discuter avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales qui assisteront au sommet alimentaire de Rome, intitulée « Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies ».

Nous sommes prêts à collaborer avec des gouvernements et organisations des Nations Unies engagés qui partagent nos inquiétudes et qui tendent à mettre un terme à la faim dans le monde et à développer la souveraineté alimentaire.

Nous déclarons un Etat d'urgence pour la crise alimentaire en cours. Dans un Etat d'urgence, les personnes et les gouvernements peuvent suspendre toute mesure législative ou réglementaire qui mettrait en péril le Droit à l'Alimentation et ils peuvent également abolir tous les arrangements privés considérés comme nuisibles à la souveraineté alimentaire. Toutes les mesures publiques ou privées pouvant restreindre la capacité des paysans, des paysannes ou des petits producteurs à alimenter les marchés locaux peuvent être supprimées. Une annulation de la dette s'impose d'urgence si les pays du Sud veulent s'attaquer au problème immédiat et actuel qu'est la crise alimentaire. Nous pensons que la crise alimentaire actuelle et la menace des changements climatiques sont des éléments suffisants pour proclamer l'Etat d'urgence.

- **Nous demandons au Conseil des Droits de l'Homme et la Cour Internationale de Justice d'examiner la responsabilité de l'agro-industrie, y compris des sociétés semencières et des spéculateurs de matières premières dans les violations du Droit à l'Alimentation et la crise alimentaire actuelle.** Dans la crise alimentaire actuelle, les coûts élevés des intrants agricoles et de la nourriture sont dus, dans une certaine mesure, aux bénéfices historiques de certaines entreprises de l'agro-industrie et aux agissements des spéculateurs de matières premières. Les oligopoles et les spéculateurs, qui opèrent tout au long de la chaîne alimentaire, doivent être examinés et ceux étant suspectés d'actes criminels doivent être traînés devant la justice. Le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies doit mener les enquêtes nécessaires. Les gouvernements nationaux ne devraient pas hésiter, partout où d'autres gouvernements ont échoué dans leurs obligations internationales, à porter ces abus devant la Cour Internationale de Justice. Au niveau national, les lois anticartels et anti monopoles devraient être plus strictes.
- **Nous demandons un arrêt immédiat du développement de la production d'agrocarburants industriels pour voitures, avions et pour la production d'énergie dans les centrales, y compris ce qu'on appelle la biomasse des « déchets ».** La croissance soudaine et massive de la production d'agrocarburants menace la sécurité alimentaire locale et mondiale, détruit les moyens d'existence, nuit à l'environnement et représente un facteur essentiel de la rapide augmentation des prix alimentaires. Ce nouveau mouvement de conversion de terres arables, de pâture et de forêts en terres pour la production de carburants doit être rejeté. Le sommet sur l'alimentation de Rome devrait appuyer la proposition du rapporteur spécial des Nations Unies sur le Droit à l'Alimentation d'établir un moratoire de cinq ans sur l'expansion de la production à large échelle de la production industrielle d'agrocarburants afin de réduire la concurrence avec la production alimentaire, de réglementer

la production d'agrocarburants et d'évaluer les technologies d'agrocarburants proposées actuellement sur le marché.

- **Nous demandons une nouvelle initiative mondiale inscrite sous le signe de la collaboration et dans laquelle nous participons pleinement au processus de changement de politique et de correction institutionnelle.** Nous ne resterons pas les bras croisés à observer comment les riches et les incompetents détruisent nos vies et nos terres. Nous lutterons pour la souveraineté alimentaire, mais également pour le Droit à l'Alimentation, la production alimentaire durable et un environnement biologiquement diversifié et sain. Pour y parvenir :
1. **Nous demandons la création d'une *Commission des NU sur la production alimentaire, la consommation et le commerce.* Cette Commission doit inclure de manière significative et substantielle des producteurs alimentaires à petite échelle et de consommateurs marginalisés.** La Task Force récemment réunie par le Secrétaire général est un signal clair et opportun que la crise alimentaire dépasse les institutions individuelles et requiert une action concertée à l'échelle mondiale. Cependant, la Task Force est dominée par des institutions qui ont échoués et dont la négligence et les politiques néolibérales sont à l'origine de la crise. Ceux et celles qui ont subi des dommages en raison des systèmes gouvernementaux et intergouvernementaux (ceux que nous devons nourrir et ceux qui doivent nous nourrir) sont une nouvelle fois exclus. La Task Force devrait achever son travail à la fin du sommet alimentaire de Rome sur la crise alimentaire et la nouvelle Commission globale devrait ensuite se mettre immédiatement à la tâche.

Membres: La Commission devrait s'ouvrir au format établi il y a 20 ans par la Commission Brundtland, qui a ouvert la voie aux sommets environnementaux qui suivirent. En constituant la Commission, le Secrétaire général devrait garder à l'esprit les conclusions de « l'International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development » (IAASTD) dont le rapport récemment terminé a été approuvé par près de 60 gouvernements tout comme les résultats de la conférence de la FAO sur la réforme agraire et le développement rural (ICARRD).

Mandat : Le mandat de la nouvelle commission doit inclure toutes les formes de (et les contraintes à) la production alimentaire : tous les aspects de (et les barrières à) une alimentation sûre, adéquate, abordable et culturellement adaptée ; et une analyse complète de l'ensemble de la chaîne alimentaire tout en prenant en compte les conditions climatiques changeantes. La Commission devrait remettre un rapport intermédiaire à l'Assemblée générale des Nations Unies et aux organes dirigeants de la FAO, de FIDA et du PAM d'ici la fin 2008 et rédiger à l'intention de ces organisations un rapport final pour le dernier trimestre de 2009.

2. **Nous devons restructurer fondamentalement les organisations multilatérales impliquées dans l'alimentation et l'agriculture.** Plusieurs institutions liées à l'alimentation ont fait l'objet de critiques quant à leur manière de gouverner et aux échecs de leurs programmes. Il est intéressant de noter que les Évaluations Externes Indépendantes (EEI) de la FAO et du FIDA ont présenté de sérieux manquements systémiques. C'est plus particulièrement l'EEI de la FAO qui démontre que ses dirigeants (tout en reconnaissant un besoin impératif de changement) ne croient pas que les gouvernements ou que l'institution soient capables d'effectuer les changements substantiels nécessaires. L'évaluation du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (GCRAI) est en cours et a mis à jour d'importants échecs attribués aux gouvernements et ne pouvant être résolus au sein du cadre du GCRAI. L'année

dernière, la Banque mondiale a procédé à une évaluation interne de son travail agricole en Afrique et s'est montrée très critique envers elle-même, et à juste titre. C'est pour cette raison que la société civile est convaincue que la Task Force du Secrétaire général doit se muer en une Commission plus large (voir ci-dessus). Afin de faciliter le travail de la Commission, la société civile recommande trois décisions immédiates :

- Le sommet alimentaire de Rome devrait marquer son accord pour la mise en œuvre d'une méta-évaluation des principales institutions liées à l'alimentation et l'agriculture (FAO, FIDA, PAM et GCRAI) d'ici la fin 2008.
- Selon cette méta-évaluation, le budget biennal que la FAO consacre aux conférences régionales devrait être ajusté afin de permettre l'organisation de conférences régionales sur l'alimentation et l'agriculture, impliquant de manière égale les principales institutions multilatérales, au cours de la première moitié de 2009. Ces réunions doivent garantir la participation complète et active des paysans, paysannes et petits producteurs, pastoralistes et pêcheurs, hommes et femmes.
- En se basant sur la méta-évaluation et les conférences régionales, la Commission devra, d'ici la fin 2009, soumettre son rapport incluant une nouvelle architecture pour le travail des Nations Unies dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.

Même si l'intégralité du processus que nous proposons ne voit pas le jour, nous sommes convaincus que la responsabilité des mesures et pratiques internationales liées à l'alimentation et l'agriculture doit relever d'une seule agence au sein des Nations Unies, où le principe « une nation – un vote » prédomine.

- 3. Nous demandons un déplacement du paradigme vers la souveraineté alimentaire tant au niveau local que mondial.** La production et la consommation alimentaires sont fondamentalement basées sur des considérations locales. Il ne sera possible de répondre aux crises alimentaires actuelles et futures que si le paradigme se déplace vers la souveraineté alimentaire. Les petits producteurs, les pastoralistes, les pêcheurs, les peuples indigènes, femmes et hommes, ont développé un système alimentaire basé sur le Droit humain à une alimentation adéquate et les mesures de production alimentaire qui accroissent la démocratie dans les systèmes alimentaires localisés et assurent la maximalisation de l'utilisation des ressources naturelles durables. La souveraineté alimentaire aborde tous les problèmes identifiés lors de la Conférence mondiale sur l'alimentation de 1974. Elle donne la priorité à l'alimentation des populations, ; elle valorise les producteurs et productrices de nourriture ; elle localise les systèmes alimentaires; elle garantit le contrôle communautaire et collectif des terres, de l'eau et de la diversité génétique ; elle honore et construit les connaissances et compétences locales et travaille avec la nature. La souveraineté alimentaire est fondamentalement différente du commerce néolibéral existant et des mesures d'aide imposées selon l'idée de « sécurité alimentaire ». Ces mesures sont des mesures d'exclusion ; elles ne prennent pas en compte ceux et celles qui produisent la nourriture; gardent le silence sur l'endroit et la manière dont elle est cultivée ou consommée et a débouché sur une série d'échecs depuis les années 70. Les gouvernements et les institutions internationales doivent respecter et adopter la souveraineté alimentaire.
- 4. Nous estimons que le Droit à l'Alimentation doit l'emporter sur les accords commerciaux et autres politiques internationales. Devant la crise alimentaire actuelle, les négociations commerciales liées à l'alimentation et à l'agriculture doivent prendre fin et il faut s'atteler à un nouveau dialogue commercial sous les auspices des NU.** Les mesures d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale et le FMI, l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et le paradigme du libre-échange ont miné les économies locales et

nationales, érodé l'environnement et endommagé les systèmes alimentaires locaux, menant à la crise alimentaire que l'on connaît actuellement. Les mesures politiques néolibérales ont également renforcé le pouvoir des multinationales de l'agro-industrie et ont généré des bénéfices exceptionnels. Le dumping alimentaire et les exportations alimentaires à des prix artificiellement bas ont également détruit les systèmes locaux et doivent prendre fin. Les institutions financières internationales et l'OMC ont forcé les pays du Sud à démanteler les mécanismes de stabilisation et de régulation des marchés et les systèmes de prix garantis pour les producteurs d'aliments. Les gouvernements ont été obligés d'abolir les réserves alimentaires et d'éliminer les contrôles à l'importation. Cependant, une intervention de l'Etat sur le marché s'impose pour faire respecter le Droit à l'Alimentation, sécuriser la production alimentaire et l'économie des producteurs et productrices à petite échelle. Par conséquent, les négociations d'ALE, les APE et l'OMC relatives à l'Accord sur l'agriculture doivent prendre fin. Ces négociations sont néfastes pour la grande majorité des producteurs et productrices alimentaires. Une nouvelle approche du commerce alimentaire et agricole international s'impose. Cette approche doit se baser sur le droit qu'ont les pays de décider de leur niveau d'autosuffisance et de soutenir une production alimentaire durable pour la production nationale. Les discussions découlant sur un nouveau régime commercial basé sur les différents besoins des populations et des collectivités et la préservation de l'environnement devraient trouver leur place au sein du système des NU.

5. **Nous insistons pour que soit rétabli le droit des gouvernements d'intervenir et de réguler les marchés pour atteindre la souveraineté alimentaire.** Les gouvernements nationaux doivent prendre leurs responsabilités, contrôler et repousser les élites et faire de la production pour la consommation nationale leur priorité. Les pays doivent accroître tant que possible leur niveau d'autosuffisance alimentaire et pour l'atteindre, les mesures suivantes doivent être prises :
- Respecter, protéger et mettre en œuvre le droit à une alimentation adéquate, parmi d'autres droits ;
 - Augmenter les budgets destinés à soutenir la production paysanne ;
 - Mettre en œuvre une véritable réforme agraire afin que les paysans et paysannes sans terres et d'autres groupes vulnérables aient accès aux ressources productives ;
 - Garantir l'accès aux crédits aux paysans et autres petits producteurs et productrices. ;
 - Abolir toutes les barrières empêchant les paysans et les productrices de l'agriculture familiale de conserver et d'échanger leurs semences entre communautés, pays et continents;
 - Renforcer la recherche menée par les paysans et les paysannes et soutenir la formation et l'autonomie;
 - Améliorer l'infrastructure de sorte que les petits producteurs aient accès aux marchés locaux ;
 - Développer des stratégies avec les paysannes et autres organisations adéquates afin de gérer des dangers spécifiques et les crises.
 - Garantir aux consommateurs et consommatrices marginalisé(e)s un accès à la nourriture nationale et, en son absence, à la nourriture importée de régions adjacentes excédentaires.
6. **Nous rejetons le modèle de la Révolution Verte. Les solutions techniques et technocratiques ne sont pas une réponse à la production alimentaire durable et au développement rural.** L'agriculture et la pêche industrialisées ne sont pas durables. L' « International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development » (IAASTD) démontre clairement la nécessité d'un changement majeur dans le

modèle de recherche et de développement actuel. Ce rapport prouve que depuis la dernière crise alimentaire mondiale, les gouvernements (du Sud et du Nord) ont délibérément et tragiquement négligé l'agriculture et le développement rural, et plus particulièrement la production à petite échelle et les pêcheries artisanales. Cette attitude semble changer à mesure que la crise actuelle se déploie. Cependant, le nouvel intérêt porté à l'agriculture demeure fondamentalement déficient car des fondations privées nord-américaines, en partenariat avec les multinationales de l'agro-industrie font pression auprès des gouvernements locaux et des instituts de recherche internationaux pour qu'ils mènent une « révolution verte » en Afrique et ailleurs, se basant sur des solutions technologiques hâtives et des politiques commerciales qui ont échoué par le passé plutôt que sur des politiques sociales. Les gouvernements, les instituts de recherche et d'autres donateurs doivent tirer les leçons de cette étude, changer de cap et soutenir la production agricole, l'élevage et la pêche à petite échelle, de manière durable et répondant aux besoins des communautés locales. Les programmes s'inspirant des productrices / pêcheurs mèneront à une autonomie locale et nationale. Plus particulièrement, les gouvernements participant au troisième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au Ghana en septembre devraient rejeter les modèles philanthropistes prônant une nouvelle révolution verte et devraient réaffirmer le rôle central qu'ont à jouer les hommes, les femmes et les gouvernements dans la mise en œuvre de mesures et d'un cadre pratique pour le développement.

7. **Nous sommes en faveur d'une stratégie globale pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité agricole donnant la priorité à la participation des petits producteurs, des pastoralistes et des pêcheurs.** La diversité biologique dans l'agriculture est une condition nécessaire à la protection des réserves alimentaires. La perte considérable de diversité, l'utilisation d'OGM et le brevetage des semences et des gènes rendent la production alimentaire vulnérable. Afin d'encadrer les producteurs de l'agriculture familiale qui développent des systèmes de production dynamiques basés sur la biodiversité, nous devons collaborer pour protéger des systèmes agricoles, des variétés et la diversité génétique pouvant s'adapter naturellement, dans les champs, aux menaces telles que les changements climatiques. Le sommet alimentaire de Rome devrait mettre les gouvernements, la FAO, la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et le Global Crop Diversity Trust au défi de fournir un soutien financier massif et immédiat à la conservation *in situ* et dans les exploitations agricoles grâce au travail de sélection, d'amélioration et de reproduction des plantes et du bétail effectué par les productrices elles-mêmes.
8. **Nous participerons au développement d'une stratégie locale/mondiale afin de répondre aux changements climatiques.** Les changements climatiques sont déjà à l'origine de pertes considérables dans la production alimentaire et mettent en péril des millions de vies, y compris celle des migrants. Le futur est incertain mais la plupart des études affirment que les changements climatiques seront encore plus néfastes pour les habitants et les systèmes alimentaires des pays tropicaux et subtropicaux que ceux des zones tempérées. Il devient urgent de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et ce d'au moins 80% d'ici 2030. Cette réduction relève avant tout de la responsabilité des pays industrialisés. Le Sud doit également adopter différentes mesures et pratiques pour la production énergétique. Dans l'agriculture, le modèle industriel affichant une consommation élevée de carburants fossiles pour la production et le transport est la cause principale des émissions de CO₂. Le développement d'une production alimentaire tenant compte des paysannes et des paysans et basée sur une production alimentaire durable reposant sur l'utilisation durable des ressources locales permettra la réduction de ces émissions. Cependant, les pays industrialisés polluants doivent

également assumer leurs responsabilités en ce qui concerne la destruction de notre environnement et de nos systèmes alimentaires et doivent payer, à hauteur d'au moins 1% de leur PIB annuel, ce qui permettrait d'atténuer les dommages et de poursuivre le développement de systèmes alimentaires et énergétiques durables et adaptables.